

# Désirs de campagne!

## L'UEL et l'ACA exposent leurs revendications aux politiques

Tour à tour, les principales organisations représentant les forces vives de l'économie font connaître leurs envies. Avec la coalition dans leur collimateur.

Du côté de l'ACA, l'association représentant les compagnies d'assurances du Luxembourg – soit 6.153 salariés et 467 millions d'impôts versés –, on aimerait bien que la prochaine coalition prenne mieux en compte les intérêts d'un secteur qui, moins connu que les banques et l'industrie des fonds d'investissements, représente le «troisième pilier» de la Place financière.

Un secteur dont les coûts d'exploitation augmentent, pour cause de multiplication récurrente de réglementations, et dont les marges s'amouindrissent.

Pour l'ACA, le prochain gouvernement devra créer un «ministère de la Place financière», dont les attributions comprendraient le développement, la diversification, l'organisation, la surveillance, la réglementation et la promotion du secteur financier luxembourgeois.

Bref, ce qui existe actuellement, mais en mieux. Ce que veulent vraiment les assureurs, c'est une meilleure promotion de la Place à l'étranger et un renforcement des moyens humains des administrations concernées.

Mais pas question, juré craché, de mettre en cause l'action de Luc Frieden et de Luxembourg for Finance.

LFF, dont on admet cependant, mezza voce, qu'elle fait moins pour les assureurs que pour les banquiers et les fonds d'investissements...

Autre demande des assureurs, récurrente celle-là: encourager les systèmes de pensions complémentaires, tant au niveau des régimes complémentaires de pension d'entreprise (le deuxième pilier) que de la prévoyance personnelle (troisième pilier).

Ce qui passerait par une refonte des mécanismes des déductions fiscales. Délicat, certes, en période de restrictions budgétaires. «C'est une question de choix politiques. Il faut voir cela comme un investissement», plaide-t-on du côté de l'ACA.

Troisième demande: mettre tous les acteurs de l'assurance maladie sur un pied d'égalité. Sur ce segment cohabitent actuellement des sociétés commerciales et des sociétés mutualistes. Alors que les premières sont liées avec l'assuré par des clauses contractuelles, il suffit aux secondes d'une seule décision de l'Assemblée générale pour augmenter ou diminuer les cotisations et les prestations.

Enfin, l'ACA appelle à maintenir le statu quo actuel en matière d'imposition des en-

treprises, alors que s'annonce une réforme fiscale.

### Compétitivité toujours

De son côté, L'UEL voit rouge.

Pas politiquement, bien sûr...

Sur le thème «tout va mal et ça ne va pas aller mieux», l'édition 2013 de l'annuaire de la compétitivité – dont la publication tombe bien à propos – dresse de cette dernière un bien triste tableau: «les constats restent les mêmes.

*Le temps étant un facteur aggravant, l'UEL n'a eu de cesse de répéter l'impact de la dégradation de la situation économique sur les entreprises, les finances publiques et le système social. Il est grand temps de se tourner résolument vers l'avenir et de faire face au change-*

ment qui ne nous épargnera pas». Pour l'UEL, l'inflation structurellement plus élevée que chez les pays voisins, les coûts de production en hausse, l'aggravation continue en matière de chômage et le dérapage des finances publiques rendent le Luxembourg vulnérable.

Et pour renouer avec la croissance, elle plaide pour des réformes structurelles et le renforcement de l'action en faveur de la diversification économique et de l'innovation technologique.

La manière? Opérer une désindexation totale de l'économie, comprendre: en finir avec l'indexation des salaires et la progression des prix administrés.

La routine quoi.

MARC FASSONE



L'ACA (de gauche à droite: Christian Eilert, Marc Hengen, Pit Hentgen, Marc Lauer) veut un vrai ministère de la Place